

“L’Europe centrale pourrait transformer l’Europe dans les années à venir”

UE La revue “Visegrad Insight” a imaginé cinq scénarios pour 2025.

Entretien avec son rédacteur en chef.

Entretien Laure de Charette
Correspondante en Europe centrale

La Hongrie et la République tchèque décident de sortir de l’Union européenne, l’Europe tout entière bascule dans l’illibéralisme, le système de sécurité transatlantique s’effondre et des stratégies de survie divergentes sont adoptées par chaque État... Ou, au contraire, l’Union européenne devient plus intégrée que jamais en raison de fortes pressions étrangères, la jeunesse d’Europe centrale lance un mouvement donnant naissance à un renouveau politique inédit... Voilà les cinq scénarios imaginés par la revue spécialisée *Visegrad Insight*, en coopération avec le German Marshall Fund of the United States, dans un rapport passionnant baptisé “Central European Futures 2025”. Entretien avec Wojciech Przybylski, le rédacteur en chef de la revue.

Vous pensez vraiment que dans les sept ans à venir, l’Europe centrale déterminera le futur de l’Europe ?

Oui, souvent, les gens pensent que l’agenda est uniquement dicté par le noyau dur de l’Europe vers sa périphérie, mais après vingt-cinq ans d’intégration, les nouveaux membres ont assez d’énergie pour pouvoir transformer le cœur de l’Union européenne. Par exemple, si ces pays optent pour une intégration accrue, alors l’Union européenne se transformera bien plus, avec de nouveaux mécanismes, de nouveaux membres au sein de l’Euro-

zone. En revanche, si certains de ces pays quittent l’Union ou l’Otan, alors elle sera affaiblie et le projet européen initial, qui est d’assurer la paix sur le continent, pourrait être remis en cause.

Dans l’un de vos scénarios, vous imaginez même que sous l’influence de l’Europe centrale, l’Europe tout entière bascule dans l’illibéralisme...

Oui, c’est une menace sérieuse. L’illibéralisme en vogue dans les gouvernements d’Europe centrale est potentiellement contagieux, et présente un risque permanent de décomposition du projet européen. Si ces pays continuent à avoir un dynamisme économique solide, alors leur mode de gouvernance, autoritaire et peu démocratique, pourrait attirer un certain nombre d’autres chefs d’État européens. Et il se peut qu’aucune force démocratique ne soit capable d’enrayer cette dégradation de la démocratie dans la région.

Autre option envisagée : deux pays d’Europe centrale pourraient sortir de l’Union...

À nos yeux, c’est une possibilité réelle. La République tchèque et la Hongrie pourraient voter par référendum leur sortie de l’Union, respectivement en 2020 et 2025. À Prague, le Czexit l’emporterait de peu, et un compromis serait trouvé, permettant au pays de quitter l’Union mais de rester dans le marché unique, sur le modèle de la Suisse. En Hongrie, un Viktor Orban en difficulté ferait campagne pour la sortie de son pays de l’UE et l’emporterait de justesse. Fort de l’expérience désastreuse du Brexit, il opterait pour un simple accord de libre-échange entre son pays et l’Union européenne.

En somme, l’Europe centrale en tant que groupe exploserait ?

Oui, cela signifierait la fin du groupe de Visegrad, qui est composé de pays qui se sont arrimés à l’Ouest. Ce club est fort quand il coordonne ses efforts, par exemple contre l’immigration depuis la crise des

réfugiés de 2015. Mais ses membres peuvent très bien à l’avenir prendre des chemins divergents, et, au lieu de chercher une réponse régionale à leurs problèmes, tenter de trouver leur propre solution.

Un peu d’optimisme, pour finir... La jeunesse d’Europe centrale pourrait, selon vous, se mobiliser et donner naissance à une nouvelle classe politique ?

Plus que les générations précédentes, les jeunes d’Europe centrale ont conscience que leurs leaders ne sont pas compétents face à la digitalisation galopante, la mutation de l’économie, la montée de l’extrémisme politique, l’injustice sociale tenace ou les menaces globales sur la paix et la prospérité. Un large mouvement pourrait émerger, notamment en Pologne par exemple, contre la corruption des dirigeants politiques, la violation par l’État des droits individuels, l’échec des politiques éducatives et l’euro-scepticisme officiel. Il amènerait au pouvoir de nouveaux acteurs politiques, et donnerait naissance à une Europe centrale confiante, tournée vers l’avenir et désireuse d’une intégration accrue au sein de l’Europe.

“Il se peut qu’aucune force démocratique ne soit capable d’enrayer cette dégradation de la démocratie dans la région.”

Wojciech Przybylski
Rédacteur en chef de la revue
“Visegrad Insight”